

Contenu de la publication

Les comptes des administrations publiques de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010).

Les comptes des administrations publiques sont établis par la Banque nationale de Belgique, en étroite collaboration avec le Bureau fédéral du Plan. La confection de ces comptes n'est possible que grâce à la coopération des nombreuses administrations fédérales, communautaires et régionales qui participent à l'élaboration des données de base.

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations annuelles, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique. La première paraît en avril, sous la forme de tableaux des principales recettes et dépenses des administrations publiques. La seconde présente les comptes complets détaillés, qui sont intégrés dans la publication des comptes nationaux du mois d'octobre.

Cette publication contient les données relatives aux finances publiques pour la période allant de 2013 à 2022. Elle se compose d'un bref commentaire des évolutions les plus récentes, de tableaux reprenant les données statistiques et, occasionnellement, de précisions méthodologiques sur les comptes des administrations publiques. Dans la partie relative aux tableaux, la sélection des tableaux ne couvre qu'une partie du contenu des comptes des administrations publiques. L'ensemble des statistiques est diffusé en version électronique, via la base de données NBB.Stat.

Les comptes ont été établis sur la base des données disponibles au 30 septembre 2023.

Avant-propos

La nouvelle publication des comptes publics ne comporte pas de changements méthodologiques. Dans la version actuelle, les modifications se limitent à une révision courante des données des quatre dernières années.

La Présidente du Conseil d'administration de
l'Institut des comptes nationaux

Séverine Waterbley

Bruxelles, octobre 2023

Table des matières

Avant-propos	3
Commentaire	7
Tableaux	
1 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'ensemble des administrations publiques	16
2 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement du pouvoir fédéral	17
3 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des communautés et régions	18
3.1 Communauté flamande	19
3.2 Communauté française	20
3.3 Région wallonne	21
3.4 Région de Bruxelles-Capitale	22
3.5 Communauté germanophone	23
3.6 Commission communautaire française	24
3.7 Commission communautaire flamande	25
3.8 Commission communautaire commune	26
3.9 Non réparti	27
4 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales	28
4.1 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales flamandes	29
4.2 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales wallonnes	30
4.3 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales bruxelloises	31
4.4 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales germanophones	32
4.5 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales non-réparties	33

5	Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de sécurité sociale	34
6	Détail du solde de financement des communautés et régions	35
	Publications de l'ICN et personnes de contact	37
	Remarques générales	41
	Signes conventionnels	43
	Liste des abréviations	45

Commentaire

Le solde de financement des administrations publiques s'élève en 2022 à -3,5 % du PIB, contre -5,4 % l'année précédente.

La première estimation du solde de financement en avril tablait sur un déficit de 3,9 % du PIB; l'embellie du solde par rapport à avril se situe au niveau du pouvoir fédéral (0,1 % du PIB) et de la sécurité sociale (0,2 % du PIB). Pour cette dernière, la révision à la baisse des dépenses de santé est le principal facteur explicatif. Au niveau du pouvoir fédéral, l'amélioration résulte d'une estimation plus élevée des enrôlements à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des sociétés, ainsi que du précompte professionnel par le SPF Finances. Comme indiqué dans la publication d'avril, l'estimation provisoire a été utilisée à ce moment-là en raison du report de paiement octroyé pour ces impôts à la suite de la crise énergétique.

L'amélioration du solde de financement par rapport à 2021 est due à la forte reprise économique à l'issue de la pandémie, qui a continué à soutenir la croissance en 2022, ainsi qu'à une nette diminution des mesures de soutien des administrations publiques. Les dépenses liées à la crise du coronavirus ont vivement reculé après 2020. Alors que les mesures de soutien avaient représenté 19,4 milliards d'euros la première année de la pandémie, leur montant est retombé à 12,1 milliards en 2021 et à 2,7 milliards en 2022. La baisse observée en 2022 a en partie été compensée par le soutien, à hauteur de 5,9 milliards d'euros, accordé dans le contexte de la hausse des prix de l'énergie, au bénéfice essentiellement des ménages. Les mesures de soutien les plus significatives sur le plan budgétaire en 2022 ont concerné le coût du tarif social normal et étendu, le coût du forfait de base pour l'électricité et le gaz et les réductions de TVA et d'accises. Globalement, l'incidence défavorable des mesures temporaires sur le déficit s'est réduite, revenant de 12,6 milliards d'euros (2,5 % du PIB) en 2021 à 8,7 milliards d'euros (1,6 % du PIB) en 2022.

Graphique 1

Solde de financement et mesures de soutien temporaires

(millions d'euros)



Source: ICN.

L'inflation galopante et la croissance économique ont gonflé les recettes de 23,6 milliards d'euros. Les dépenses primaires ont quant à elles grimpé de 15,8 milliards d'euros.

Le ratio des dépenses primaires exprimé en pourcentage du PIB a diminué de 1,6 point de pourcentage par rapport à 2021, revenant à 51,6 % du PIB. Les charges d'intérêts se sont repliées de 0,2 point de pourcentage, à 1,5 % du PIB. Le ratio des recettes a augmenté de 0,2 point de pourcentage, à 49,6 % du PIB.

Comme indiqué précédemment, la baisse des dépenses primaires tient principalement à la réduction des mesures de soutien temporaires visant à atténuer l'impact de la crise sanitaire, mais elle a été partiellement compensée par les mesures de soutien prises dans le contexte de la crise énergétique. Par ailleurs, les transferts en capital ont diminué par rapport à 2021, cette dernière année ayant été fortement touchée par l'imputation à la Région wallonne de l'aide (environ 1 milliard d'euros) destinée à indemniser les victimes des inondations de juillet 2021.

La hausse des recettes s'explique par l'évolution des impôts directs de 0,8 % du PIB, essentiellement sous l'effet de la fiscalité directe des ménages. Les impôts indirects, quant à eux, accusent un repli de 0,7 % du PIB, qui reflète l'incidence des mesures adoptées dans le cadre de la crise énergétique.

À l'échelle européenne, la Facilité pour la reprise et la résilience est entrée en vigueur en février 2021. Cet instrument temporaire permet à la Commission européenne de lever et de mobiliser des fonds afin de limiter les retombées économiques et sociales de la pandémie. Le fonds financera les réformes et les investissements entrepris par les États membres jusqu'au 31 décembre 2026.

En 2021 et en 2022, les administrations publiques belges ont procédé à des dépenses dans le cadre du plan de relance initial à hauteur, respectivement, de 337 et 809 millions d'euros. Du côté des recettes, il a été tenu compte d'un ratio de 76 % des dépenses effectuées en raison de la révision à la baisse de l'enveloppe attribuée à la Belgique.

La dette publique (selon la définition de Maastricht) s'établissait à 104,3 % du PIB à la fin de 2022, ce qui constitue un repli de 3,7 points de pourcentage en comparaison de 2021. L'évolution favorable du taux d'endettement en 2022 s'explique intégralement par la forte hausse du PIB nominal.

Tableau 1

Dépenses, recettes, solde et dette des administrations publiques selon la procédure concernant les déficits excessifs.

(millions d'euros, sauf mention contraire)

	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses totales	240 446	248 478	270 704	278 574	294 508
(en pourcentage du PIB)	(52,3)	(51,9)	(58,8)	(54,8)	(53,2)
Dépenses primaires	230 671	239 004	261 723	270 089	285 929
(en pourcentage du PIB)	(50,1)	(49,9)	(56,8)	(53,2)	(51,6)
dont:					
Rémunérations	56 872	58 768	60 487	62 692	68 026
Prestations sociales	113 006	117 109	128 128	131 625	139 932
Formation brute de capital fixe	12 085	12 490	12 600	13 882	15 144
Charges d'intérêts	9 775	9 473	8 981	8 486	8 579
(en pourcentage du PIB)	(2,1)	(2,0)	(1,9)	(1,7)	(1,5)
Recettes totales	236 444	238 945	229 853	251 294	274 899
(en pourcentage du PIB)	(51,4)	(49,9)	(49,9)	(49,5)	(49,6)
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	203 558	205 271	197 302	216 458	236 079
(en pourcentage du PIB)	(44,2)	(42,9)	(42,8)	(42,6)	(42,6)
Solde de financement	-4 002	-9 532	-40 851	-27 281	-19 608
(en pourcentage du PIB)	(-0,9)	(-2,0)	(-8,9)	(-5,4)	(-3,5)
Solde primaire	5 773	-59	-31 870	-18 795	-11 030
(en pourcentage du PIB)	(1,3)	(0,0)	(-6,9)	(-3,7)	(-2,0)
Dette publique (définition de Maastricht)	459 388	467 249	515 212	548 456	578 063
(en pourcentage du PIB)	(99,6)	(97,6)	(111,8)	(108,0)	(104,3)
p.m. PIB	460 051	478 676	460 748	507 930	554 044

Source: ICN.

Sous-secteurs des administrations publiques

Tous les sous-secteurs des administrations publiques ont présenté un déficit en 2022, en particulier le pouvoir fédéral ainsi que les communautés et régions.

Tableau 2

Capacité (+) / besoin (-) de financement des sous-secteurs des administrations publiques selon la procédure concernant les déficits excessifs

	2018	2019	2020	2021	2022
	(millions d'euros)				
Pouvoir fédéral (S.1311)	-1 041	-9 282	-32 683	-20 310	-14 165
Communautés et régions (S.1312)	-2 018	-1 139	-10 099	-8 567	-4 923
Administrations locales (S.1313)	-690	-159	552	140	-332
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	-254	1 048	1 379	1 456	-190
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-4 002	-9 532	-40 851	-27 281	-19 608
	(pourcentage du PIB)				
Pouvoir fédéral (S.1311)	-0,2	-1,9	-7,1	-4,0	-2,6
Communautés et régions (S.1312)	-0,4	-0,2	-2,2	-1,7	-0,9
Administrations locales (S.1313)	-0,1	0,0	0,1	0,0	-0,1
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	-0,1	0,2	0,3	0,3	0,0
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-0,9	-2,0	-8,9	-5,4	-3,5

Source: ICN.

La contribution du pouvoir fédéral et des communautés et régions à la dette, exprimée en chiffres absolus, a continué de progresser sensiblement en 2022. Cet accroissement reflète surtout les importants besoins de financement aux fins de couvrir leur déficit. Du reste, la contribution des administrations locales à la dette a elle aussi une fois de plus augmenté, tandis que celle de la sécurité sociale a été moins négative.

Tableau 3

Contribution à la dette brute consolidée

(millions d'euros)

	2018	2019	2020	2021	2022
Pouvoir fédéral (S.1311)	388 317	395 519	429 183	456 241	474 330
Communautés et régions (S.1312)	58 340	61 030	75 995	84 714	93 725
Administrations locales (S.1313)	23 604	23 276	23 200	22 950	24 325
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	-10 872	-12 576	-13 167	-15 449	-14 316
Ensemble des administrations publiques (S.13)	459 388	467 249	515 212	548 456	578 063

Source: ICN.

S'agissant de l'impôt régional des personnes physiques, en vigueur depuis l'exercice 2015, il existe une différence entre l'imputation selon le SEC 2010 et les flux de trésorerie y afférents. C'est pourquoi l'ICN publie dans son communiqué de presse le solde pour le pouvoir fédéral et pour les régions selon deux concepts. Ils correspondent respectivement aux soldes établis selon le SEC 2010 et aux soldes intégrant les avances du pouvoir fédéral sur les additionnels régionaux à l'IPP. De plus amples informations sur l'incidence de la sixième réforme de l'État peuvent être consultées dans la note intitulée « [Modifications méthodologiques](#) ».

Toutes les communautés et régions, individuellement, ont enregistré un déficit en 2022. Le solde des « unités interrégionales et ajustement statistique » a vivement progressé sous l'influence de la comptabilisation dans cette rubrique des recettes de la Belgique provenant du Système d'échange de quotas d'émission de l'UE. Celles-ci y ont été comptabilisées dans l'attente de la validation par l'ensemble des administrations publiques de l'accord de coopération concernant la répartition de ces ressources.

Tableau 4

Détail du solde de financement des communautés et régions

(millions d'euros)

	2018	2019	2020	2021	2022
Solde SEC 210					
Communauté flamande	-697	368	-5 404	-3 115	-2 326
Communauté française	-208	-351	-1 519	-834	-791
Communauté germanophone	-3	-19	-52	-46	-81
Région wallonne	-695	-486	-1 838	-3 306	-1 163
Région de Bruxelles-Capitale	-394	-707	-1 200	-1 497	-1 215
Commission communautaire commune	-90	2	-9	114	-22
Commission communautaire française	6	-7	-6	-8	-3
Commission communautaire flamande	-52	-18	-40	5	-23
Unités interrégionales et ajustement statistique	115	80	-31	118	702
Total des communautés et des régions	-2 018	-1 139	-10 099	-8 566	-4 922
Soldes incorporant les avances en matière de centimes additionnels régionaux					
Communauté flamande	-705	105	-5 999	-2 789	-2 576
Région wallonne	-757	-516	-2 171	-2 870	-1 479
Région de Bruxelles-Capitale	-441	-703	-1 297	-1 398	-1 2
Total des communautés et des régions	-2 135	-1 429	-11 125	-7 706	-5 5
p.m. Pouvoir fédéral	-924	-8 993	-31 657	-21 170	-13 516

Source: ICN.

Tableau 5

Contribution des entités à la dette brute consolidée

(millions d'euros)

	2018	2019	2020	2021	2022
Communauté flamande	18 253	18 577	25 235	28 874	32 347
Communauté française	7 395	7 974	9 877	10 734	11 496
Communauté germanophone	419	475	558	632	775
Région wallonne	21 634	23 135	27 755	31 429	34 212
Région de Bruxelles-Capitale	4 679	5 533	7 498	8 440	10 365
Commission communautaire commune	-20	-1	10	-23	-38
Commission communautaire française	192	191	190	188	187
Commission communautaire flamande	-53	-34	-2	42	60
Unités interrégionales et ajustement statistique	5 841	5 181	4 874	4 398	4 321
Total des communautés et des régions	58 340	61 030	75 995	84 714	93 725

Source: ICN.

Depuis cinq ans, les déficits de financement ont fait grimper la dette des communautés et régions de 60 %. Cet alourdissement de l'endettement concerne tous les sous-secteurs, à l'exclusion des commissions communautaires.

Globalement, le solde des administrations locales s'est détérioré en 2022 par rapport à l'année précédente, passant d'un surplus de 140 millions d'euros à un déficit de 331 millions d'euros. Cette évolution est principalement imputable à la crise énergétique et l'inflation subséquente, qui ont entraîné les dépenses des pouvoirs locaux à la hausse. S'agissant des pouvoirs locaux de la Région wallonne, la croissance des dépenses a été compensée par l'augmentation des transferts en provenance de la Région. Un bond des dépenses d'investissement des pouvoirs locaux est également notable, en particulier en Région de Bruxelles-Capitale (+50 %), en Région wallonne (+38 %) et, tandis que l'évolution est plus modérée en Flandre (+14 %). Cette augmentation concerne particulièrement les investissements communaux.

Tableau 6

Estimations des soldes de financement selon le SEC des administrations locales (par autorité de tutelle et par type d'administration)

(millions d'euros)

	2018	2019	2020	2021	2022
Communauté flamande	-502	39	416	67	-300
Communes ¹	-400	109	375	-31	-352
CPAS	70	-71			
Provinces	-91	2	-17	9	45
Autres entités	-81	-2	59	89	7
Région wallonne	-60	4	-5	101	208
Communes	-92	52	0	-64	229
CPAS	-40	-13	17	41	-25
Provinces	29	-10	-49	64	0
Autres entités	43	-25	27	60	4
Région de Bruxelles-Capitale et Commission communautaire commune	-21	58	-75	-63	-204
Communes	-72	45	-138	-59	-210
CPAS	16	-4	57	-11	-9
Autres entités	34	18	6	7	15
Communauté germanophone	0	-21	-2	9	5
Communes	-1	-8	-4	9	5
CPAS	-3	-3	1	1	0
Autres entités	3	-11	1	0	1
Zones de police	-53	-27	-66	-97	39
Zones de secours	-6	21	-2	-19	-35
Total ventilé	-643	73	265	-1	-287
Corrections non ventilables	-47	-232	287	141	-45
Solde de financement total des administrations locales	-690	-159	552	140	-331

Source: ICN.

1 En raison de l'intégration du contrôle de gestion et du reporting financier des CPAS flamands aux communes à partir de l'exercice 2020, les soldes séparés de ces deux entités ne seront plus publiés à partir de 2020.

Tableaux

1. Tableaux synoptiques

1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	179.089,4	182.238,1	185.202,9	187.625,3	196.578,1	203.557,5	205.270,9	197.301,9	216.457,8	236.079,1
Impôts directs	65.657,1	67.158,2	67.988,7	68.753,4	73.898,7	77.142,6	74.882,0	72.176,9	79.447,4	91.056,2
Ménages	52.239,3	53.215,2	53.015,7	52.576,8	54.442,5	55.881,2	55.614,4	55.555,0	58.455,2	67.324,6
Sociétés	12.500,6	12.893,5	13.961,2	15.082,2	18.390,5	20.085,6	18.033,0	15.298,6	19.640,1	22.381,9
Autres secteurs	917,2	1.049,5	1.011,8	1.094,4	1.065,7	1.175,8	1.234,6	1.323,3	1.352,1	1.349,7
Impôts indirects	53.050,0	54.028,2	54.834,3	57.472,2	59.304,8	61.528,1	63.797,8	59.561,0	67.349,4	69.673,2
Cotisations sociales effectives	56.409,3	57.153,5	58.741,1	58.053,2	59.758,1	61.114,8	63.200,0	62.276,4	65.582,0	71.447,3
Impôts en capital	3.973,0	3.898,2	3.638,8	3.346,5	3.616,5	3.772,0	3.391,1	3.287,6	4.079,0	3.902,4
Cotisations sociales imputées	9.560,2	9.609,2	9.257,9	9.549,4	9.935,0	10.186,4	10.387,9	10.712,4	10.984,9	11.985,9
Intérêts reçus	1.319,5	1.345,1	1.307,5	1.335,1	1.317,3	1.319,0	1.234,3	1.231,2	1.311,7	1.539,1
Autres revenus de la propriété	3.567,0	2.524,5	2.202,7	2.418,0	2.673,5	2.787,6	2.663,6	1.882,6	2.251,1	2.484,2
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	3.713,7	3.755,2	3.506,0	3.354,0	3.482,6	3.742,4	4.149,5	4.087,0	4.215,1	4.605,7
Ventes courantes de biens et services produits	10.399,2	12.027,6	12.108,0	13.375,9	14.065,5	14.548,3	14.938,1	14.347,1	15.195,7	16.953,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	525,8	255,1	207,9	630,0	465,2	302,9	301,0	290,5	877,3	1.252,4
Total Recettes	208.174,8	211.754,8	213.792,9	218.287,7	228.517,2	236.444,1	238.945,3	229.852,7	251.293,6	274.899,4
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	190.212,2	194.502,9	196.943,1	202.586,7	206.739,8	214.920,1	222.940,3	245.015,6	250.773,5	265.755,4
Rémunérations des salariés	50.694,2	52.173,6	52.330,3	53.619,4	55.310,0	56.871,5	58.768,0	60.486,8	62.691,5	68.025,6
Consommation intermédiaire et impôts payés	16.535,6	17.287,7	17.161,7	17.566,5	17.877,1	19.079,0	19.678,2	19.907,5	21.374,9	23.794,8
Subventions	15.363,1	15.766,7	15.982,3	16.005,2	16.254,6	16.909,0	17.928,4	22.789,9	22.116,7	21.073,6
Prestations sociales	99.059,0	100.877,9	102.923,0	106.101,9	109.350,2	113.006,1	117.109,4	128.128,1	131.625,3	139.932,3
En espèces	68.256,5	69.257,2	70.745,4	72.875,0	75.175,5	77.442,3	80.059,3	91.526,9	90.531,9	95.074,3
En nature fournies par des producteurs marchands	30.802,5	31.620,7	32.177,6	33.226,9	34.174,7	35.563,8	37.050,1	36.601,2	41.093,4	44.858,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	3.304,6	3.501,5	3.283,5	3.614,0	3.541,1	3.816,7	4.069,7	5.730,0	4.946,5	6.131,5
Transferts courants aux entreprises	127,4	114,0	175,0	135,0	123,2	122,1	138,4	1.813,0	1.101,4	329,2
Transferts courants au reste du monde	5.128,3	4.781,5	5.087,3	5.544,7	4.283,6	5.115,7	5.248,2	6.160,3	6.917,2	6.468,4
Charges d'intérêts	12.863,1	12.910,3	12.025,6	11.518,9	10.499,1	9.774,8	9.473,3	8.981,2	8.485,8	8.578,5
Dépenses en capital	17.394,3	16.656,2	14.882,0	14.345,6	14.321,8	15.751,1	16.064,0	16.707,3	19.315,1	20.173,9
Formation brute de capital fixe	9.136,1	10.328,3	10.387,5	10.366,0	10.730,5	12.084,6	12.490,3	12.599,7	13.882,1	15.143,8
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	543,6	60,8	121,0	85,6	159,4	225,5	126,1	183,3	190,7	612,5
Transferts en capital aux autres secteurs	7.714,6	6.267,1	4.373,5	3.894,0	3.431,9	3.441,0	3.447,6	3.924,3	5.242,3	4.417,6
Total Dépenses	220.469,6	224.069,4	223.850,7	228.451,2	231.560,7	240.446,0	248.477,6	270.704,1	278.574,4	294.507,8
Epargne brute	1.330,7	671,3	1.524,5	824,2	7.840,0	8.288,3	3.451,0	-26.855,5	-12.298,9	-4.039,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-12.294,8	-12.314,6	-10.057,8	-10.163,5	-3.043,5	-4.001,9	-9.532,3	-40.851,4	-27.280,8	-19.608,4
Solde primaire	568,3	595,7	1.967,8	1.355,4	7.455,6	5.772,9	-59,0	-31.870,2	-18.795,0	-11.029,9

2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	102.275,1	104.705,5	100.815,3	95.150,6	101.187,9	107.044,1	104.497,7	97.579,3	113.302,6	123.405,5
Impôts directs	59.842,3	61.648,3	57.524,2	52.451,3	57.224,5	61.039,3	57.817,3	54.375,5	63.692,7	72.560,7
Ménages	46.733,1	48.014,1	42.868,7	36.597,2	38.061,0	40.075,1	38.854,8	38.050,9	43.021,7	49.171,7
Sociétés	12.192,0	12.584,7	13.643,7	14.759,7	18.097,8	19.788,4	17.727,9	15.001,3	19.318,9	22.039,3
Autres secteurs	917,2	1.049,5	1.011,8	1.094,4	1.065,7	1.175,8	1.234,6	1.323,3	1.352,1	1.349,7
Impôts indirects	39.459,2	39.925,8	40.391,5	42.212,1	43.408,3	45.415,1	46.180,3	42.841,3	49.160,5	50.466,8
Cotisations sociales effectives	2.335,9	2.327,0	2.336,2	72,4	69,1	68,1	64,9	61,5	60,3	57,9
Impôts en capital	637,7	804,4	563,4	414,8	486,0	521,6	435,2	301,0	389,1	320,1
Cotisations sociales imputées	2.464,2	2.503,1	2.358,2	2.427,8	2.497,6	2.623,1	2.696,5	2.808,5	2.895,1	3.166,1
Intérêts reçus	546,9	500,0	472,1	450,5	414,7	386,8	370,3	350,6	358,1	390,9
Autres revenus de la propriété	2.237,8	1.574,6	1.042,8	1.272,5	1.438,7	1.578,9	1.513,8	795,8	1.181,1	1.407,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	1.692,1	1.583,7	1.275,2	1.086,3	1.126,9	1.197,5	1.440,9	1.131,3	1.025,9	970,5
Ventes courantes de biens et services produits	1.854,7	3.376,3	3.388,1	3.620,9	3.620,1	3.730,5	3.862,3	3.761,9	3.692,2	4.340,4
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	168,7	203,0	268,2	2.614,7	2.741,9	2.916,6	3.059,1	3.001,9	3.247,5	3.482,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	293,2	89,8	43,8	450,0	294,3	84,1	89,9	78,2	233,6	396,3
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.626,5	2,6	0,6	2,9	14,5
Total Recettes	111.532,7	114.536,0	109.663,7	107.073,3	113.322,1	121.188,1	117.533,1	109.508,1	125.939,0	137.574,0
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	104.704,7	108.355,2	100.756,5	103.921,4	106.132,1	110.205,4	115.023,2	130.351,0	134.095,9	139.738,6
Rémunérations des salariés	9.445,1	10.260,6	9.957,7	10.053,3	10.171,8	10.252,2	10.501,3	10.653,6	10.975,1	11.979,7
Consommation intermédiaire et impôts payés	3.184,6	3.956,1	3.899,0	3.967,7	3.799,6	4.053,4	4.207,6	4.401,3	4.608,7	5.684,6
Subventions	4.991,6	4.975,0	5.045,7	4.816,8	4.787,9	5.341,8	5.772,2	7.502,3	6.743,5	6.133,1
Prestations sociales	9.322,5	9.489,4	8.989,9	5.330,9	5.589,0	5.818,7	6.176,6	6.721,6	7.672,3	9.743,1
En espèces	9.079,4	9.263,7	8.764,7	5.013,9	5.309,8	5.539,6	5.869,1	6.334,0	6.594,4	7.271,9
En nature fournies par des producteurs marchands	243,1	225,7	225,2	317,0	279,2	279,1	307,5	387,6	1.077,9	2.471,2
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	835,8	804,7	702,2	712,5	679,1	705,6	740,2	875,4	827,8	2.430,6
Transferts courants aux entreprises	0,0	1,9	42,4	13,0	7,9	3,4	18,6	8,9	10,0	6,7
Transferts courants au reste du monde	5.045,7	4.697,7	4.991,2	5.429,7	4.173,1	5.027,5	5.143,6	6.083,0	6.815,1	6.369,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	48.904,5	50.089,1	38.929,5	39.556,9	44.014,7	46.267,6	48.017,3	46.584,3	53.207,1	56.059,7
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	22.974,9	24.080,7	28.198,9	34.040,6	32.909,0	32.735,2	34.445,8	47.520,6	43.236,3	41.332,1
Charges d'intérêts	11.818,9	11.809,7	10.916,8	10.589,7	9.572,6	8.859,6	8.545,7	8.078,5	7.472,8	7.113,6
Dépenses en capital	5.141,8	4.541,8	3.320,1	3.542,9	3.232,5	3.163,7	3.246,4	3.761,2	4.680,3	4.886,2
Formation brute de capital fixe	990,5	2.121,7	1.929,7	1.919,2	1.888,5	2.007,4	2.162,7	2.599,9	3.275,9	3.059,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	346,9	-75,7	-48,0	37,2	-0,3	19,9	-22,8	32,7	-2,1	345,5
Transferts en capital aux autres secteurs	3.635,5	2.419,5	1.370,7	1.485,1	1.275,6	1.003,3	1.005,3	1.047,4	1.326,7	1.361,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	168,9	76,3	67,7	101,4	68,7	133,1	101,2	81,2	79,8	119,6
Total Dépenses	121.665,4	124.706,7	114.993,4	118.054,0	118.937,2	122.228,7	126.815,3	142.190,7	146.249,0	151.738,4
Epargne brute	-5.386,2	-6.190,2	-2.210,6	-7.827,8	-2.620,6	430,1	-6.038,7	-28.531,2	-15.705,3	-9.559,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-10.132,7	-10.170,7	-5.329,7	-10.980,7	-5.615,1	-1.040,6	-9.282,2	-32.682,6	-20.310,0	-14.164,4

3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	11.330,3	11.300,4	15.917,1	22.062,8	23.072,1	22.864,2	23.829,5	23.827,8	23.918,3	26.178,5
Impôts directs	1.197,2	1.159,1	5.617,3	11.055,2	11.406,2	10.904,8	11.544,6	12.205,2	10.572,1	12.657,0
Ménages	1.197,2	1.159,1	5.617,3	11.055,2	11.406,2	10.904,8	11.544,6	12.205,2	10.572,1	12.657,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	6.783,8	7.037,8	7.215,6	7.851,3	8.305,6	8.454,3	9.073,7	8.380,0	9.396,7	9.659,3
Cotisations sociales effectives	14,0	9,7	8,8	224,6	229,8	254,7	255,3	256,0	259,6	279,9
Impôts en capital	3.335,3	3.093,8	3.075,4	2.931,7	3.130,5	3.250,4	2.955,9	2.986,6	3.689,9	3.582,3
Cotisations sociales imputées	5.470,7	5.587,9	5.424,3	5.629,0	5.889,0	6.011,1	6.112,1	6.259,3	6.414,4	7.013,1
Intérêts reçus	647,2	733,6	746,9	786,1	815,7	791,1	782,5	791,4	864,0	948,8
Autres revenus de la propriété	500,2	158,7	370,2	274,0	268,3	376,1	334,5	189,4	205,9	253,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	976,5	997,8	1.225,9	1.231,2	1.357,6	1.554,5	1.702,3	1.874,6	2.024,3	2.499,7
Ventes courantes de biens et services produits	5.248,1	5.203,9	5.219,9	5.981,7	6.447,1	6.656,7	6.748,1	6.631,8	7.210,6	7.865,7
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	33.309,6	33.985,8	29.384,3	29.477,9	30.180,2	31.267,6	32.013,5	29.549,2	33.044,2	36.366,1
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	6.324,4	6.637,1	16.970,5	18.453,8	19.099,6	19.551,0	20.086,1	19.861,1	21.272,0	22.878,2
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	162,5	99,3	85,6	136,4	113,5	165,0	179,0	151,2	417,0	632,2
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	138,4	69,0	50,6	87,6	62,0	118,1	85,0	71,8	79,4	82,4
Total Recettes	64.107,9	64.773,5	75.395,3	84.120,5	87.305,1	89.355,4	91.872,6	89.207,6	95.450,1	104.718,1
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	55.807,4	56.842,5	72.152,7	74.288,7	77.018,3	79.492,1	82.624,5	88.617,7	91.085,0	96.412,4
Rémunérations des salariés	23.081,0	23.468,2	24.096,4	24.724,3	25.897,7	26.557,3	27.744,1	28.627,2	29.782,4	32.532,6
Consommation intermédiaire et impôts payés	7.915,0	7.849,4	7.866,6	7.862,9	8.171,6	8.615,5	9.059,1	9.044,7	9.790,4	10.537,7
Subventions	4.490,6	4.586,2	8.559,8	8.799,3	8.959,8	9.089,3	9.554,3	10.295,8	10.938,8	10.931,1
Prestations sociales	9.578,3	9.906,0	19.983,3	20.987,7	21.732,8	22.520,2	23.319,8	24.063,3	24.605,4	26.588,0
En espèces	6.105,8	6.273,4	13.155,7	13.767,2	14.240,1	14.635,6	15.278,0	15.770,0	16.069,2	17.295,1
En nature fournies par des producteurs marchands	3.472,5	3.632,6	6.827,6	7.220,5	7.492,7	7.884,6	8.041,8	8.293,3	8.536,2	9.292,9
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1.444,9	1.572,6	1.640,5	1.907,7	1.814,0	1.980,1	2.076,7	3.359,9	2.607,7	2.300,8
Transferts courants aux entreprises	74,6	68,6	75,6	74,7	70,6	72,4	73,2	1.593,8	992,3	273,0
Transferts courants au reste du monde	56,5	61,3	71,3	84,1	84,7	66,2	80,0	66,6	85,2	86,7
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	9.166,5	9.330,2	9.859,2	9.848,0	10.287,1	10.591,1	10.717,3	11.566,4	12.282,8	13.162,5
Charges d'intérêts	985,4	1.034,8	1.033,8	1.134,9	1.128,5	1.118,1	1.152,5	1.147,3	1.206,7	1.468,0
Dépenses en capital	8.374,7	8.408,3	8.214,4	8.525,9	8.335,1	10.763,1	9.234,5	9.542,1	11.725,1	11.760,3
Formation brute de capital fixe	4.790,9	5.219,7	5.467,5	5.727,2	5.618,2	6.200,4	6.431,3	6.484,1	7.245,3	7.922,9
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	157,9	59,4	95,3	83,1	129,7	81,7	77,4	44,5	114,8	193,1
Transferts en capital aux autres secteurs	2.615,5	2.224,4	1.751,2	1.968,3	1.816,4	2.064,1	2.044,9	2.356,4	3.581,4	2.713,5
Transferts en capital aux autres administrations publiques	810,4	904,8	900,4	747,3	770,8	2.416,9	680,9	657,1	783,6	930,8
Total Dépenses	65.167,5	66.285,6	81.400,9	83.949,5	86.481,9	91.373,3	93.011,5	99.307,1	104.016,8	109.640,7
Epargne brute	3.678,9	3.634,2	-1.002,8	5.541,3	5.852,4	5.211,8	4.875,7	-3.767,0	-1.027,9	2.540,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-1.059,6	-1.512,1	-6.005,6	171,0	823,2	-2.017,9	-1.138,9	-10.099,5	-8.566,7	-4.922,6

3.1 COMMUNAUTÉ FLAMANDE

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	6.635,6	6.703,8	9.631,0	13.454,2	14.745,1	14.229,1	15.090,0	14.712,8	14.914,2	15.605,8
Impôts directs	669,0	674,8	3.554,4	6.665,9	7.465,9	6.794,9	7.401,5	7.722,1	6.927,5	7.960,4
Ménages	669,0	674,8	3.554,4	6.665,9	7.465,9	6.794,9	7.401,5	7.722,1	6.927,5	7.960,4
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	4.142,5	4.319,0	4.371,2	4.850,5	5.185,8	5.275,8	5.730,5	4.998,9	5.659,8	5.289,0
Cotisations sociales effectives	14,0	9,7	8,8	224,6	229,8	254,8	255,2	256,0	259,6	279,9
Impôts en capital	1.810,1	1.700,3	1.696,6	1.713,2	1.863,6	1.903,6	1.702,7	1.735,8	2.067,3	2.076,5
Cotisations sociales imputées	3.293,1	3.363,5	3.301,9	3.423,9	3.590,5	3.641,6	3.720,7	3.800,8	3.902,0	4.302,2
Intérêts reçus	296,1	319,0	344,6	374,0	410,1	414,6	422,2	441,0	434,6	521,0
Autres revenus de la propriété	401,2	109,6	294,2	127,5	139,1	143,5	116,2	136,8	166,9	172,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	438,3	452,9	602,4	516,7	656,6	819,5	858,8	965,1	1.094,9	1.454,1
Ventes courantes de biens et services produits	2.816,0	2.765,9	2.923,2	3.444,1	3.711,9	3.848,8	3.960,7	3.966,7	4.319,1	4.757,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	19.546,4	19.879,4	16.406,2	16.285,1	16.858,5	17.502,9	17.982,6	16.633,7	18.637,9	20.617,9
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	3.550,4	3.709,7	9.831,1	10.618,7	11.078,6	11.353,9	11.721,0	11.541,2	12.467,6	13.416,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	94,5	54,7	40,5	85,1	65,0	51,4	124,6	108,6	309,7	516,1
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	52,4	31,5	30,1	21,3	18,1	24,1	45,0	36,6	44,7	30,6
Total Recettes	37.123,9	37.390,1	43.405,1	48.350,4	51.273,5	52.029,4	54.041,9	52.343,1	56.291,6	61.394,5
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	32.406,2	33.033,2	41.685,2	42.991,8	44.539,1	46.164,6	48.075,4	51.747,2	52.815,7	56.227,7
Rémunérations des salariés	13.221,4	13.489,1	13.827,0	14.232,8	14.908,0	15.265,3	15.890,3	16.423,6	17.085,5	18.857,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	4.428,2	4.483,3	4.524,7	4.444,3	4.476,0	4.807,4	5.085,9	5.182,6	5.524,4	6.000,6
Subventions	2.586,2	2.598,6	4.774,2	4.835,0	4.909,9	5.034,2	5.325,2	5.621,7	6.128,8	6.372,1
Prestations sociales	6.336,2	6.501,0	12.332,8	13.136,4	13.652,7	14.183,7	14.752,4	15.136,5	15.491,1	16.643,4
En espèces	3.740,0	3.835,6	7.717,9	8.210,9	8.560,0	8.809,1	9.340,4	9.628,7	9.848,9	10.490,6
En nature fournies par des producteurs marchands	2.596,2	2.665,4	4.614,9	4.925,5	5.092,7	5.374,6	5.412,0	5.507,8	5.642,2	6.152,8
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	805,9	854,2	1.011,5	1.162,3	1.135,0	1.204,1	1.284,3	1.974,0	1.421,7	1.265,1
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.155,0	610,3	161,1
Transferts courants au reste du monde	51,8	58,0	62,4	59,9	61,6	44,5	61,1	45,9	66,8	62,9
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	4.976,5	5.048,9	5.152,7	5.121,0	5.395,9	5.625,5	5.676,2	6.208,0	6.487,2	6.865,4
Charges d'intérêts	419,2	384,2	389,1	467,0	504,7	467,7	467,7	446,7	449,0	527,7
Dépenses en capital	4.992,3	4.690,7	4.707,6	4.934,4	4.812,7	6.094,4	5.131,0	5.552,7	6.141,5	6.965,2
Formation brute de capital fixe	2.948,4	3.204,0	3.324,7	3.643,2	3.478,6	3.599,6	3.798,2	3.965,8	4.496,3	5.106,5
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	138,0	57,6	47,0	69,8	112,2	88,0	65,6	89,1	79,1	198,5
Transferts en capital aux autres secteurs	1.602,2	1.088,3	997,8	866,6	932,3	1.021,8	1.051,4	1.276,6	1.335,3	1.382,2
Transferts en capital aux autres administrations publiques	303,7	340,8	338,1	354,8	289,6	1.384,9	215,8	221,2	230,8	277,9
Total Dépenses	37.817,6	38.108,1	46.781,9	48.393,2	49.856,4	52.726,6	53.674,2	57.746,6	59.406,2	63.720,5
Epargne brute	2.341,6	2.186,2	-436,4	3.072,0	4.283,0	3.418,1	3.626,5	-1.731,8	605,2	2.016,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-693,7	-717,9	-3.376,8	-42,8	1.417,0	-697,2	367,7	-5.403,5	-3.114,6	-2.326,0

3.2 COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^P
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	1,3	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,4	1,1	1,2
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1,3	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,4	1,1	1,2
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1.970,1	2.011,3	1.928,2	1.992,3	2.068,8	2.104,3	2.162,7	2.221,7	2.261,3	2.439,3
Intérêts reçus	14,3	17,3	15,2	9,2	11,1	6,4	6,6	7,0	7,7	29,7
Autres revenus de la propriété	5,0	0,1	0,5	3,4	2,2	2,1	2,3	2,1	3,3	3,9
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	162,3	176,7	192,0	216,0	221,4	210,1	252,8	230,9	228,3	330,2
Ventes courantes de biens et services produits	1.092,5	1.137,5	1.117,9	1.118,4	1.154,0	1.153,7	1.100,6	1.138,5	1.252,4	1.341,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	8.862,0	9.025,0	8.936,7	9.227,3	9.496,7	9.761,8	9.919,1	9.067,6	10.171,8	11.147,1
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	2.249,3	2.302,6	5.789,1	6.117,2	6.328,1	6.453,8	6.610,9	6.536,6	6.870,4	7.477,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	2,9	0,0	1,5	2,4	2,2	2,2	3,0	0,0	0,2	0,6
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	29,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	40,1	0,0	0,0
Total Recettes	14.389,7	14.671,8	17.982,8	18.687,8	19.286,2	19.695,8	20.059,5	19.245,9	20.796,5	22.770,9
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	13.574,4	13.821,0	17.150,8	17.612,7	18.316,0	18.762,6	19.318,1	19.634,8	20.386,4	22.090,1
Rémunérations des salariés	7.085,6	7.116,9	7.288,8	7.423,8	7.763,9	7.902,3	8.162,7	8.316,6	8.618,7	9.262,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.256,5	1.205,4	1.190,4	1.170,8	1.236,2	1.285,2	1.343,6	1.366,8	1.415,6	1.613,6
Subventions	383,0	385,3	341,3	342,8	361,2	369,9	392,0	484,2	455,8	474,0
Prestations sociales	2.174,2	2.281,0	2.261,7	2.305,4	2.427,1	2.517,9	2.594,5	2.655,7	2.719,4	2.947,9
En espèces	2.048,1	2.110,7	2.036,2	2.090,0	2.178,3	2.224,7	2.284,1	2.346,1	2.398,5	2.575,4
En nature fournies par des producteurs marchands	126,1	170,3	225,5	215,4	248,8	293,3	310,4	309,6	320,9	372,5
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	194,8	283,5	277,2	293,2	281,9	311,6	338,3	333,1	393,2	414,3
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,2	0,2	4,6	4,6	5,7	4,1	4,3	2,9	2,0	2,1
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	2.480,2	2.548,9	5.786,8	6.072,2	6.239,9	6.371,5	6.482,7	6.475,6	6.781,7	7.376,0
Charges d'intérêts	129,2	145,2	141,4	139,9	125,8	140,3	149,7	144,8	153,3	178,5
Dépenses en capital	856,6	919,8	966,2	1.001,0	1.052,2	1.000,4	942,5	985,6	1.090,6	1.293,3
Formation brute de capital fixe	813,7	870,9	884,6	950,3	998,9	965,2	908,5	948,2	1.054,3	1.209,1
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	2,4	-0,5	0,2	0,5	0,2	0,2	-11,5	-2,5	-2,1	-10,5
Transferts en capital aux autres secteurs	23,5	5,8	13,5	18,9	17,7	14,2	7,8	10,8	6,8	59,5
Transferts en capital aux autres administrations publiques	17,1	43,6	67,9	31,3	35,5	20,8	37,7	29,0	31,5	35,1
Total Dépenses	14.560,2	14.886,0	18.258,4	18.753,6	19.493,9	19.903,3	20.410,2	20.765,1	21.630,2	23.561,9
Epargne brute	653,3	705,6	689,1	932,8	842,3	790,7	588,7	-573,8	256,6	501,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-170,6	-214,2	-275,6	-65,8	-207,7	-207,5	-350,7	-1.519,3	-833,7	-791,0

3.3 RÉGION WALLONNE

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^P
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	3.090,9	3.037,6	4.359,3	6.234,4	5.995,2	6.172,6	6.371,4	6.557,2	6.389,4	7.160,7
Impôts directs	394,1	349,3	1.583,6	3.389,6	3.010,5	3.127,2	3.188,7	3.423,3	2.749,0	3.604,6
Ménages	394,1	349,3	1.583,6	3.389,6	3.010,5	3.127,2	3.188,7	3.423,3	2.749,0	3.604,6
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.804,2	1.846,9	1.927,3	2.052,8	2.207,4	2.254,0	2.382,2	2.332,2	2.592,8	2.571,3
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	892,6	841,5	848,4	792,0	777,4	791,4	800,5	801,6	1.047,6	984,7
Cotisations sociales imputées	137,4	140,7	124,2	136,3	147,9	179,0	155,5	158,6	167,6	176,4
Intérêts reçus	248,5	315,2	307,6	303,5	311,3	284,9	267,4	253,8	334,9	302,4
Autres revenus de la propriété	61,6	35,6	59,4	85,0	69,6	69,2	83,3	36,4	25,2	62,9
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	77,3	71,1	110,2	161,9	148,8	176,1	194,0	207,4	234,7	270,8
Ventes courantes de biens et services produits	488,0	446,0	327,7	494,6	597,5	599,0	612,5	535,0	577,8	596,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	3.725,5	3.755,6	2.717,7	2.667,5	2.587,6	2.688,3	2.760,4	2.585,2	2.841,5	3.076,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	674,6	749,9	3.813,5	4.064,5	4.179,9	4.246,6	4.346,0	4.214,8	4.534,1	4.896,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	53,1	25,1	34,4	41,5	33,6	97,1	37,2	34,5	65,7	70,5
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,5	9,3	9,3	9,5	11,7	9,3	9,3	9,3	9,3	1,6
Total Recettes	8.557,5	8.586,2	11.863,2	14.198,6	14.083,1	14.522,1	14.836,9	14.592,2	15.180,1	16.614,2
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	6.968,2	7.042,4	11.894,5	12.212,5	12.550,2	12.781,4	13.165,1	14.312,5	14.981,1	15.103,0
Rémunérations des salariés	1.427,0	1.451,1	1.486,1	1.528,6	1.578,9	1.636,6	1.737,1	1.800,9	1.843,0	2.010,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.372,9	1.319,8	1.277,6	1.241,3	1.315,7	1.370,9	1.397,4	1.228,7	1.443,2	1.404,2
Subventions	1.238,8	1.285,1	2.668,0	2.741,9	2.779,5	2.798,9	2.901,6	3.193,2	3.334,6	2.988,4
Prestations sociales	743,5	797,7	3.937,8	4.102,7	4.178,0	4.290,0	4.420,8	4.597,0	4.710,6	5.211,0
En espèces	242,3	249,0	2.509,4	2.552,1	2.566,9	2.636,7	2.691,9	2.760,2	2.780,3	3.121,1
En nature fournies par des producteurs marchands	501,3	548,6	1.428,5	1.550,6	1.611,1	1.653,3	1.729,0	1.836,8	1.930,3	2.089,9
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	169,0	125,1	191,9	192,6	175,6	184,6	183,7	504,1	460,3	229,2
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	279,0	212,5	15,5
Transferts courants au reste du monde	1,8	1,8	2,7	14,0	15,9	16,2	13,4	13,2	13,5	20,8
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	2.015,2	2.061,8	2.330,3	2.391,2	2.506,6	2.484,1	2.511,2	2.696,5	2.963,4	3.223,7
Charges d'intérêts	318,0	366,9	374,5	390,6	365,3	382,2	400,8	418,4	466,7	584,8
Dépenses en capital	1.587,7	1.883,7	1.454,8	1.493,1	1.422,2	2.053,6	1.756,7	1.699,4	3.038,4	2.089,2
Formation brute de capital fixe	439,1	548,4	543,2	457,1	481,2	632,7	725,9	595,6	700,7	703,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	1,7	6,7	11,7	2,4	2,2	1,8	-5,3	-15,6	6,0	-15,4
Transferts en capital aux autres secteurs	765,8	903,1	538,3	649,2	601,2	685,3	726,3	770,5	1.936,6	901,1
Transferts en capital aux autres administrations publiques	381,1	425,4	361,6	384,5	337,5	733,9	309,9	348,8	395,2	499,8
Total Dépenses	8.873,9	9.293,0	13.723,8	14.096,2	14.337,7	15.217,2	15.322,6	16.430,3	18.486,3	17.777,0
Epargne brute	325,1	301,0	-1.297,9	752,6	344,9	460,7	424,1	-984,0	-1.390,2	-130,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-316,4	-706,8	-1.860,6	102,4	-254,6	-695,1	-485,7	-1.838,1	-3.306,1	-1.162,8

3.4 RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 P
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	1.567,1	1.515,1	1.875,9	2.317,9	2.282,3	2.457,1	2.366,7	2.556,3	2.471,5	2.706,0
Impôts directs	134,1	135,0	479,4	999,7	929,9	982,7	954,3	1.059,7	895,4	1.091,9
Ménages	134,1	135,0	479,4	999,7	929,9	982,7	954,3	1.059,7	895,4	1.091,9
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	800,5	828,0	866,3	891,7	862,9	919,1	959,7	1.047,3	1.001,1	1.093,1
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	632,5	552,2	530,3	426,4	489,6	555,3	452,7	449,3	575,1	521,0
Cotisations sociales imputées	40,3	40,7	38,4	39,3	39,2	39,8	21,9	22,9	25,2	29,5
Intérêts reçus	83,2	66,9	68,3	91,3	70,0	77,5	81,4	84,9	81,7	87,7
Autres revenus de la propriété	-1,1	0,8	3,0	3,7	5,3	3,4	6,8	7,6	4,1	5,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	6,1	10,9	33,4	37,9	32,3	39,4	56,3	70,8	100,6	92,8
Ventes courantes de biens et services produits	439,5	443,1	439,1	486,7	541,5	605,0	610,2	531,1	594,1	677,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	1.114,2	1.253,1	1.104,0	1.067,8	999,8	1.068,8	1.099,6	1.035,2	1.131,5	1.236,7
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	407,3	497,2	454,2	665,2	617,2	624,8	606,8	628,0	737,3	684,5
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	12,0	19,6	9,1	7,5	12,6	11,3	14,2	8,0	41,3	44,8
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	56,8	54,5	34,5	81,9	59,6	109,7	72,1	62,0	63,4	68,2
Total Recettes	3.725,4	3.902,0	4.059,9	4.799,2	4.659,9	5.036,9	4.936,0	5.006,7	5.250,7	5.633,2
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	2.828,7	2.944,0	3.589,3	3.803,0	4.052,4	4.164,3	4.458,9	5.144,2	5.493,6	5.699,7
Rémunérations des salariés	970,3	1.023,3	1.071,9	1.103,4	1.189,3	1.281,0	1.433,9	1.473,5	1.589,4	1.737,6
Consommation intermédiaire et impôts payés	588,2	564,5	588,8	624,4	740,9	736,8	802,9	806,2	897,8	1.004,6
Subventions	244,8	270,3	718,5	760,1	783,4	761,2	801,7	838,5	872,7	937,3
Prestations sociales	123,8	126,1	127,7	137,9	132,7	141,2	118,3	130,4	142,0	162,1
En espèces	40,3	40,7	46,4	51,2	49,3	52,1	30,3	29,6	31,9	35,7
En nature fournies par des producteurs marchands	83,5	85,4	81,3	86,7	83,4	89,1	88,1	100,9	110,1	126,4
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	54,6	63,3	94,5	107,2	94,7	102,3	117,0	265,0	238,2	161,0
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	88,5	96,9	18,8
Transferts courants au reste du monde	2,3	0,8	1,0	5,1	0,8	0,6	0,5	3,8	2,3	0,4
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	844,6	895,7	987,0	1.064,8	1.110,6	1.141,2	1.184,6	1.538,1	1.654,2	1.677,9
Charges d'intérêts	92,4	105,7	96,1	87,4	85,2	80,7	84,3	104,2	104,2	141,9
Dépenses en capital	617,8	647,3	699,1	756,7	708,9	1.186,0	1.099,6	958,5	1.149,6	1.006,4
Formation brute de capital fixe	376,1	395,7	402,2	451,9	445,9	749,4	751,8	674,6	724,7	619,6
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	15,8	-4,9	36,1	5,6	10,8	-8,5	28,3	-26,7	30,3	17,8
Transferts en capital aux autres secteurs	129,4	167,1	153,8	173,5	149,4	170,1	202,6	204,0	262,8	235,1
Transferts en capital aux autres administrations publiques	96,6	89,5	107,0	125,6	102,9	275,0	117,0	106,6	131,9	133,9
Total Dépenses	3.538,9	3.697,0	4.384,5	4.647,1	4.846,5	5.431,0	5.642,9	6.206,9	6.747,4	6.848,0
Epargne brute	102,9	226,0	-199,4	392,9	-39,5	115,6	-146,2	-849,5	-1.123,8	-861,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	186,5	205,0	-324,6	152,1	-186,6	-394,1	-706,9	-1.200,1	-1.496,7	-1.214,8

3.5 COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	22,8	23,9	23,2	28,3	33,0	36,2	40,3	43,7	46,6	53,0
Intérêts reçus	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,5	0,9	1,0
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	3,3	3,0	1,7	1,7	3,5	3,9	6,4	3,8	4,7	4,6
Ventes courantes de biens et services produits	9,9	9,8	10,5	12,0	10,4	9,8	13,0	5,5	7,5	7,6
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	6,2	6,3	143,3	150,3	154,8	159,8	163,7	148,2	170,1	187,8
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	210,0	213,9	142,9	177,7	186,3	193,5	203,7	209,0	221,2	245,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes	252,5	257,0	323,5	369,9	388,0	403,4	427,4	410,6	451,1	499,9
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	242,4	248,5	319,0	350,8	375,6	392,8	433,1	442,9	473,8	534,6
Rémunérations des salariés	106,6	108,8	112,9	122,5	135,8	143,3	154,0	159,0	168,4	188,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	22,4	22,0	27,2	26,6	30,6	32,5	33,5	34,9	43,3	45,3
Subventions	0,9	0,9	4,4	17,5	19,4	14,4	12,7	12,1	11,2	11,0
Prestations sociales	28,2	29,6	85,5	92,3	97,6	102,1	112,9	120,7	126,7	136,0
En espèces	28,2	29,6	63,9	70,1	75,1	79,2	87,1	91,7	93,9	100,2
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	21,6	22,2	22,5	22,9	25,8	29,0	32,8	35,8
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	27,8	27,8	29,5	31,0	26,7	30,6	32,8	36,0	41,9	45,8
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,8	0,6	0,5
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	56,0	58,9	58,9	60,3	64,8	69,1	86,5	79,6	81,7	108,0
Charges d'intérêts	0,6	0,3	0,1	5,9	6,9	6,2	7,2	6,6	6,9	7,6
Dépenses en capital	90,9	47,3	136,2	40,2	38,8	7,8	6,4	12,8	15,9	38,8
Formation brute de capital fixe	12,7	14,2	102,5	9,1	7,2	5,2	3,4	4,6	5,7	7,6
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,3	0,1	0,6	4,2	0,1	0,0	0,0	1,6	2,6
Transferts en capital aux autres secteurs	60,1	21,5	4,3	19,2	17,2	1,0	2,0	5,1	5,2	25,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	18,2	11,4	29,3	11,3	10,2	1,6	1,0	3,0	3,3	3,1
Total Dépenses	333,8	296,2	455,3	396,9	421,3	406,8	446,7	462,3	496,6	581,0
Epargne brute	9,6	8,1	2,5	13,3	5,5	4,4	-12,8	-38,9	-29,6	-42,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-81,3	-39,2	-131,9	-26,9	-33,3	-3,4	-19,2	-51,7	-45,5	-81,1

3.6 COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	0,9	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	2,0	2,3	2,3	2,5
Intérêts reçus	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,7
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	8,3	0,7	3,9	15,6	8,5	8,5	9,3	9,0	17,2	12,3
Ventes courantes de biens et services produits	3,3	2,6	3,1	3,4	4,2	3,7	3,1	2,2	3,1	4,1
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	44,2	53,1	61,1	63,9	66,3	68,7	70,4	63,4	73,1	80,3
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	361,5	362,2	396,6	408,7	427,9	435,0	442,3	509,0	521,9	550,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes	418,2	419,7	465,9	492,9	508,4	517,4	527,1	585,9	617,6	650,5
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	398,7	406,4	442,2	448,8	469,6	487,0	501,6	559,4	590,6	620,3
Rémunérations des salariés	88,7	91,2	107,3	111,4	116,5	119,5	125,0	152,4	173,6	176,3
Consommation intermédiaire et impôts payés	47,0	45,6	49,3	47,6	49,2	52,1	55,8	63,9	58,1	47,5
Subventions	36,8	45,9	53,5	58,3	62,7	64,8	67,9	66,7	68,7	68,9
Prestations sociales	154,9	150,9	153,2	154,2	161,1	161,2	159,4	158,6	162,7	163,9
En espèces	0,9	1,1	1,5	1,6	1,6	1,8	2,2	2,5	2,5	2,7
En nature fournies par des producteurs marchands	154,0	149,8	151,7	152,6	159,4	159,4	157,3	156,2	160,2	161,2
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	70,3	71,6	77,3	75,6	78,1	87,3	91,3	115,1	125,4	162,5
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	1,0	1,2	1,7	1,7	2,1	2,1	2,2	2,7	2,1	1,2
Charges d'intérêts	0,3	0,3	0,3	-0,1	0,1	0,0	0,3	0,1	0,0	1,7
Dépenses en capital	14,6	0,7	16,0	19,4	23,2	24,6	32,5	32,6	34,6	31,2
Formation brute de capital fixe	9,7	-6,2	8,6	12,2	13,4	14,3	21,1	22,6	26,7	21,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	3,7	5,6	6,2	5,9	7,7	3,1	5,0	6,9	4,8	3,5
Transferts en capital aux autres administrations publiques	1,2	1,2	1,3	1,3	2,1	7,3	6,5	3,0	3,1	6,4
Total Dépenses	413,5	407,4	458,6	468,2	493,0	511,6	534,4	592,1	625,3	653,2
Epargne brute	19,2	13,0	23,4	44,2	38,7	30,4	25,1	26,3	26,9	28,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	4,7	12,3	7,3	24,8	15,4	5,8	-7,4	-6,3	-7,7	-2,7

3.7 COMMISSION COMMUNAUTAIRE FLAMANDE

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	4,9	5,4	5,7	6,1	6,5	6,9	7,1	7,4	7,4	8,1
Intérêts reçus	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	0,1	0,1	0,1	0,8	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,5
Ventes courantes de biens et services produits	2,9	1,7	1,5	2,1	2,2	2,5	2,6	2,9	2,7	4,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	11,0	13,3	15,3	16,0	16,6	17,2	17,7	15,9	18,4	20,2
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	131,7	130,5	130,7	134,2	139,0	141,5	144,9	165,6	158,4	174,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes	150,7	151,1	153,3	159,1	164,4	171,3	172,4	192,0	187,2	208,1
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	121,9	116,6	114,6	123,5	126,8	131,1	128,9	145,7	144,8	155,2
Rémunérations des salariés	63,2	60,5	61,5	63,2	65,7	67,4	68,8	73,7	79,7	86,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	19,4	15,3	15,3	16,9	17,1	17,9	17,1	16,2	17,4	21,3
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales	4,9	5,4	5,7	6,1	6,5	6,9	7,1	7,4	7,4	8,1
En espèces	4,9	5,4	5,7	6,1	6,5	6,9	7,1	7,4	7,4	8,1
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	34,3	35,3	32,0	37,2	37,5	38,9	35,9	48,3	40,3	39,8
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Charges d'intérêts	0,9	1,1	2,0	2,4	2,3	2,9	3,8	4,9	6,3	6,5
Dépenses en capital	29,2	57,1	26,7	31,2	37,6	88,9	58,1	81,9	30,6	69,3
Formation brute de capital fixe	12,6	32,2	11,7	13,9	17,3	54,3	29,4	52,9	27,6	24,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,1	3,8	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	10,0	4,5	6,0	9,0	8,4	12,1	11,2	8,2	1,5	4,7
Transferts en capital aux autres administrations publiques	6,6	20,4	8,9	4,4	11,8	22,6	17,5	20,8	1,6	39,9
Total Dépenses	151,9	174,8	143,3	157,0	166,7	222,9	190,8	232,5	181,8	231,1
Epargne brute	28,0	33,4	36,7	33,3	35,3	34,3	39,7	41,3	35,9	46,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-1,2	-23,8	10,0	2,1	-2,3	-51,6	-18,4	-40,4	5,4	-22,9

3.8 COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 P
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1,2	1,3	1,3	1,5	1,6	1,7	1,9	1,9	1,9	2,1
Intérêts reçus	0,0	-0,3	-0,6	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,8
Autres revenus de la propriété	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,5	1,7	19,6	0,0	0,8
Ventes courantes de biens et services produits	0,2	0,0	1,3	2,4	3,0	2,8	1,9	2,4	3,2	2,9
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	88,8	93,5	1.197,5	1.289,2	1.340,2	1.382,8	1.419,1	1.642,0	1.752,4	1.757,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes	90,3	94,7	1.199,8	1.293,1	1.344,7	1.387,7	1.424,5	1.665,7	1.757,3	1.763,9
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	72,5	78,9	1.172,9	1.192,9	1.220,1	1.293,2	1.349,1	1.557,6	1.591,3	1.661,3
Rémunérations des salariés	6,0	6,6	6,6	7,1	7,9	10,6	21,9	71,2	68,7	62,5
Consommation intermédiaire et impôts payés	2,6	2,8	4,1	3,4	1,8	5,3	12,2	38,7	85,8	62,0
Subventions	0,0	0,0	-0,1	43,8	43,7	46,0	53,2	79,4	67,0	79,5
Prestations sociales	12,7	14,3	1.078,9	1.052,8	1.077,1	1.117,2	1.154,3	1.257,0	1.245,5	1.315,7
En espèces	1,2	1,3	774,7	785,3	802,3	825,3	835,0	903,9	905,9	961,4
En nature fournies par des producteurs marchands	11,5	13,0	304,2	267,5	274,8	291,9	319,4	353,1	339,6	354,3
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	17,8	20,1	26,0	25,7	28,9	35,7	26,5	27,5	33,2	46,7
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	33,4	35,0	57,4	60,1	60,6	78,4	81,0	83,9	91,0	94,7
Charges d'intérêts	0,1	0,3	0,5	16,6	17,1	16,8	17,5	20,0	20,5	19,6
Dépenses en capital	21,3	28,8	42,3	72,7	84,2	168,2	56,4	96,9	31,5	105,5
Formation brute de capital fixe	0,3	0,1	10,9	2,4	1,7	2,4	2,8	22,8	3,1	3,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	20,9	28,7	31,4	70,3	82,5	164,7	53,7	74,1	28,4	102,1
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Dépenses	93,8	108,1	1.215,7	1.282,1	1.321,4	1.478,1	1.423,0	1.674,5	1.643,2	1.786,3
Epargne brute	17,7	15,5	26,5	83,6	107,5	77,7	58,0	88,1	145,6	83,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-3,6	-13,4	-15,8	10,9	23,3	-90,4	1,5	-8,8	114,1	-22,4

3.9 NON RÉPARTI

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	35,3	42,6	49,5	54,7	47,8	4,1	0,0	0,0	142,2	705,3
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	35,3	42,6	49,5	54,7	47,8	4,1	0,0	0,0	142,2	705,3
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts reçus	4,8	15,4	11,7	8,3	13,5	7,7	4,7	4,2	4,4	4,9
Autres revenus de la propriété	33,5	12,5	12,8	54,4	52,1	157,9	125,8	6,6	6,4	8,5
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	280,8	282,3	282,3	280,6	286,5	296,6	322,7	368,0	343,6	333,6
Ventes courantes de biens et services produits	395,7	397,3	395,3	417,9	422,6	431,2	443,6	447,8	450,6	474,4
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	-170,3	-148,6	-187,6	-92,4	-67,5	-46,1	-59,4	-5,6	-200,3	-125,3
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	-0,1	-1,3	0,0	155,5	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes	579,7	600,2	564,1	879,0	754,9	851,4	841,3	821,0	746,9	1.401,4
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	361,0	397,8	367,4	471,9	482,5	520,2	539,7	628,5	397,5	473,0
Rémunérations des salariés	112,3	120,5	134,0	131,5	131,6	131,5	150,4	156,3	155,3	152,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	177,8	190,6	189,0	287,4	304,2	307,4	310,9	306,9	304,7	338,7
Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En espèces	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	70,3	91,8	-99,4	-16,8	-44,4	-15,0	-33,1	56,9	-146,6	-63,6
Transferts courants aux entreprises	74,6	68,6	75,6	74,7	70,6	72,4	73,2	71,2	72,6	77,6
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	-73,9	-73,6	68,2	-4,8	20,4	23,9	38,2	37,2	11,4	-31,8
Charges d'intérêts	24,8	30,6	29,8	25,2	21,2	21,3	21,3	1,7	-0,3	-0,3
Dépenses en capital	178,2	185,4	204,2	368,0	199,2	194,5	200,5	222,0	231,4	227,1
Formation brute de capital fixe	178,3	160,4	179,0	187,1	174,1	177,5	190,3	197,0	206,4	227,1
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,3	0,2	0,5	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,1
Transferts en capital aux autres secteurs	0,0	-0,3	-0,1	155,5	0,0	-8,2	-15,0	0,0	0,0	-0,1
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	0,0
Total Dépenses	564,0	613,9	601,4	865,1	702,9	736,0	761,5	852,2	628,6	699,8
Epargne brute	194,0	173,0	166,8	226,4	251,3	309,9	276,4	190,9	349,7	928,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	15,7	-13,7	-37,3	13,9	52,1	115,5	79,9	-31,1	118,3	701,7

4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^P
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	8.490,6	8.497,8	9.094,6	9.513,0	9.642,6	9.396,7	10.173,0	10.091,1	9.706,5	10.783,6
Impôts directs	3.192,5	2.926,0	3.423,6	3.726,7	3.766,6	3.648,7	3.948,0	4.076,0	3.534,4	4.149,0
Ménages	3.192,5	2.926,0	3.423,6	3.726,7	3.766,6	3.648,7	3.948,0	4.076,0	3.534,4	4.149,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	5.272,6	5.545,0	5.643,9	5.765,7	5.854,6	5.733,0	6.204,6	5.994,7	6.153,4	6.615,4
Cotisations sociales effectives	25,5	26,8	27,1	20,6	21,4	15,0	20,4	20,4	18,7	19,2
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1.618,2	1.511,1	1.475,4	1.492,6	1.548,4	1.552,2	1.579,3	1.644,6	1.675,4	1.806,7
Intérêts reçus	92,4	87,1	56,7	52,1	72,4	80,2	51,6	52,4	55,3	132,2
Autres revenus de la propriété	829,0	791,2	789,7	871,5	966,5	832,6	815,3	897,4	864,1	823,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	903,8	1.023,7	848,7	820,6	857,5	849,0	868,8	963,5	1.015,7	975,4
Ventes courantes de biens et services produits	3.006,0	3.140,3	3.196,4	3.445,9	3.644,3	3.783,5	3.919,8	3.479,9	3.820,8	4.239,6
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	163,9	166,3	205,5	201,5	152,4	154,6	156,7	158,8	158,8	178,9
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	12.605,0	12.666,3	12.929,5	13.380,8	14.052,6	14.499,2	14.853,7	16.159,7	16.849,1	18.184,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	34,1	33,4	39,2	14,7	19,8	13,7	27,2	21,0	188,7	29,5
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	850,5	937,5	936,1	769,3	782,4	816,3	705,9	678,2	799,5	931,5
Total Recettes	28.593,5	28.854,7	29.571,8	30.562,0	31.738,9	31.978,0	33.151,3	34.146,6	35.133,9	38.084,8
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	25.475,7	25.808,5	25.605,1	26.564,6	27.244,6	28.374,2	29.001,4	29.864,2	31.348,5	33.808,6
Rémunérations des salariés	16.567,7	16.767,4	16.668,1	17.207,0	17.581,8	18.391,3	18.935,6	19.588,1	20.244,3	21.705,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	4.434,5	4.466,6	4.431,6	4.765,9	4.913,0	5.353,7	5.385,8	5.347,9	5.868,6	6.481,7
Subventions	613,8	793,3	768,7	625,9	557,7	432,5	404,6	247,8	304,8	389,3
Prestations sociales	3.039,9	2.909,8	2.964,0	3.152,2	3.324,1	3.276,5	3.342,9	3.612,1	3.789,8	4.179,1
En espèces	2.684,8	2.586,2	2.686,8	2.870,9	3.075,4	3.069,2	3.139,7	3.390,5	3.534,2	3.835,7
En nature fournies par des producteurs marchands	355,1	323,6	277,2	281,3	248,7	207,3	203,2	221,6	255,6	343,4
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	554,7	596,2	504,3	485,0	517,1	559,9	610,0	686,4	723,4	694,3
Transferts courants aux entreprises	52,8	43,5	57,0	47,3	44,7	46,3	46,6	45,9	46,1	49,5
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	212,3	231,7	211,4	281,3	306,2	314,0	275,9	336,0	371,5	309,6
Charges d'intérêts	301,7	267,4	220,9	128,7	132,1	102,2	98,8	46,9	10,8	191,1
Dépenses en capital	3.556,2	3.257,3	3.256,7	2.943,5	3.419,0	4.191,3	4.209,9	3.684,2	3.635,0	4.416,5
Formation brute de capital fixe	3.290,8	2.905,2	2.927,7	2.649,7	3.135,9	3.792,7	3.813,2	3.361,4	3.277,9	4.072,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	38,8	77,1	73,7	-34,7	30,0	123,9	71,5	106,1	78,0	73,9
Transferts en capital aux autres secteurs	217,0	249,6	236,7	320,3	248,2	263,8	313,8	204,4	260,7	255,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	9,6	25,4	18,6	8,2	4,9	10,9	11,4	12,3	18,4	14,5
Total Dépenses	29.333,6	29.333,2	29.082,7	29.636,8	30.795,7	32.667,7	33.310,1	33.595,3	34.994,3	38.416,2
Epargne brute	1.931,5	1.807,9	2.770,5	3.084,7	3.560,0	2.671,6	3.318,0	3.536,3	2.786,4	3.124,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-740,1	-478,5	489,1	925,2	943,2	-689,7	-158,8	551,3	139,6	-331,4

4.1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES FLAMANDES

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 P
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	4.817,4	5.039,8	5.480,1	5.509,0	5.728,9	5.380,2	6.012,0	5.954,3	5.772,0	6.341,9
Impôts directs	1.863,5	1.816,6	2.224,5	2.227,2	2.466,2	2.277,1	2.530,9	2.581,4	2.325,5	2.606,7
Ménages	1.863,5	1.816,6	2.224,5	2.227,2	2.466,2	2.277,1	2.530,9	2.581,4	2.325,5	2.606,7
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	2.948,2	3.216,3	3.250,0	3.274,7	3.254,5	3.094,8	3.473,1	3.364,9	3.438,4	3.726,8
Cotisations sociales effectives	5,7	6,9	5,6	7,1	8,2	8,3	8,0	7,9	8,1	8,3
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	211,3	103,2	99,0	90,3	92,9	92,9	96,1	157,2	159,3	161,5
Intérêts reçus	81,4	73,6	59,7	49,8	51,3	74,5	47,3	40,8	39,5	39,8
Autres revenus de la propriété	495,6	466,6	441,0	497,6	554,7	435,6	429,8	505,8	472,2	431,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	169,8	299,7	200,7	184,6	205,0	195,3	197,2	280,8	310,2	467,0
Ventes courantes de biens et services produits	1.512,9	1.653,2	1.685,8	1.839,4	1.949,1	2.045,7	2.107,1	1.834,6	1.964,2	2.219,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	4.767,8	4.865,4	4.939,3	5.113,4	5.279,1	5.360,5	5.334,0	5.129,3	5.457,3	5.691,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	14,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	228,6	283,8	337,5	275,1	276,1	367,6	345,6	284,9	368,7	324,6
Total Recettes	12.299,3	12.785,3	13.243,2	13.559,2	14.137,1	13.952,3	14.569,2	14.187,7	14.543,5	15.677,9
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	10.385,4	10.543,7	10.532,7	10.877,0	11.187,3	11.574,6	11.706,0	11.180,3	11.920,0	13.184,6
Rémunérations des salariés	4.932,6	5.011,0	4.771,6	4.951,7	5.037,0	5.256,7	5.398,3	5.713,3	5.973,4	6.473,3
Consommation intermédiaire et impôts payés	2.102,2	2.094,3	2.089,2	2.285,6	2.407,1	2.751,3	2.746,5	2.645,8	2.998,5	3.518,7
Subventions	576,8	668,1	607,7	467,4	439,9	321,7	311,0	132,6	173,6	207,5
Prestations sociales	681,4	555,9	564,7	638,6	725,5	572,1	568,9	682,4	721,1	832,4
En espèces	527,4	423,2	443,8	507,1	610,1	503,3	501,4	602,6	625,5	701,3
En nature fournies par des producteurs marchands	154,0	132,7	120,9	131,5	115,4	68,8	67,5	79,8	95,7	131,1
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	268,6	369,6	274,5	275,5	307,9	323,2	354,9	425,3	420,2	424,1
Transferts courants aux entreprises	5,2	0,0	9,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	1.818,5	1.844,8	2.216,1	2.258,1	2.269,9	2.349,5	2.326,4	1.580,8	1.633,1	1.728,6
Charges d'intérêts	397,2	407,7	378,4	331,6	319,7	283,2	264,0	244,0	226,0	221,6
Dépenses en capital	2.131,6	1.780,7	1.818,0	1.703,0	2.070,3	2.596,3	2.560,5	2.347,6	2.330,4	2.572,0
Formation brute de capital fixe	1.842,6	1.406,3	1.449,2	1.399,4	1.646,4	2.173,3	2.131,3	1.888,6	1.853,6	2.117,1
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	22,8	49,3	49,9	0,1	84,1	111,4	92,6	113,2	114,2	100,1
Transferts en capital aux autres secteurs	87,0	176,8	166,0	232,2	168,1	219,5	201,6	185,3	199,9	188,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	179,2	148,3	152,9	71,3	171,7	92,0	135,1	160,5	162,7	166,4
Total Dépenses	12.914,2	12.732,0	12.729,2	12.911,7	13.577,3	14.454,1	14.530,5	13.771,9	14.476,4	15.978,2
Epargne brute	1.273,5	1.550,1	1.994,6	2.075,4	2.354,0	1.726,9	2.253,5	2.478,5	2.028,8	1.947,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-614,9	53,2	514,0	647,5	559,8	-501,7	38,6	415,8	67,1	-300,3

4.2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES WALLONNES

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 P
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	2.498,5	2.328,8	2.410,2	2.651,4	2.585,4	2.722,1	2.775,1	2.772,3	2.560,9	2.954,7
Impôts directs	1.003,0	825,2	905,1	1.131,2	963,9	1.061,8	1.079,9	1.140,4	901,5	1.183,2
Ménages	1.003,0	825,2	905,1	1.131,2	963,9	1.061,8	1.079,9	1.140,4	901,5	1.183,2
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.491,0	1.499,1	1.500,0	1.515,6	1.616,9	1.655,7	1.690,5	1.627,0	1.654,6	1.766,4
Cotisations sociales effectives	4,5	4,5	5,1	4,6	4,5	4,6	4,7	4,8	4,8	5,2
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	82,5	78,3	76,7	74,6	90,8	74,1	63,6	53,8	54,7	52,5
Intérêts reçus	53,2	44,3	26,4	24,9	40,3	25,8	26,5	24,4	25,0	23,1
Autres revenus de la propriété	155,7	164,9	199,5	239,1	292,2	271,1	263,5	220,6	225,6	210,6
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	38,2	38,4	37,4	42,2	44,7	47,2	48,6	46,8	66,1	67,9
Ventes courantes de biens et services produits	1.155,2	1.170,6	1.161,3	1.205,9	1.245,9	1.261,9	1.316,3	1.223,3	1.396,6	1.515,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	3.040,5	3.204,4	3.260,9	3.428,6	3.414,3	3.621,9	3.767,4	3.921,2	4.151,8	4.504,8
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	13,9	24,3	12,7	10,9	10,5	7,4	12,5	14,7	169,9	14,2
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	456,0	585,8	366,7	385,2	377,1	253,7	455,2	235,6	311,1	641,1
Total Recettes	7.493,8	7.639,8	7.551,7	8.062,9	8.101,1	8.285,0	8.728,7	8.512,8	8.961,6	9.984,2
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	6.293,7	6.418,8	6.526,2	6.810,1	6.813,7	7.121,7	7.341,3	7.476,9	7.835,7	8.389,1
Rémunérations des salariés	3.422,7	3.513,1	3.376,8	3.467,8	3.483,7	3.664,8	3.824,2	3.854,9	3.968,3	4.267,8
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.118,8	1.101,1	1.054,3	1.104,6	1.141,8	1.195,9	1.205,5	1.170,5	1.273,3	1.391,5
Subventions	66,1	53,5	110,6	94,3	77,6	52,6	30,3	46,2	60,3	109,1
Prestations sociales	585,3	566,9	642,7	699,0	724,3	793,3	808,7	895,6	965,2	1.019,4
En espèces	541,8	529,0	606,5	663,6	689,4	755,0	771,8	857,3	918,3	962,4
En nature fournies par des producteurs marchands	43,6	37,9	36,3	35,5	34,9	38,3	36,9	38,3	46,9	57,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	171,4	167,8	169,8	172,2	165,3	173,5	184,8	200,1	241,5	213,1
Transferts courants aux entreprises	0,4	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,6	0,2	0,4
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	929,0	1.016,2	1.171,9	1.271,9	1.220,7	1.241,5	1.287,5	1.309,0	1.327,0	1.387,8
Charges d'intérêts	209,4	201,3	190,5	185,1	170,9	161,7	163,8	141,5	135,4	134,1
Dépenses en capital	1.115,4	1.160,5	1.058,7	812,3	974,3	1.061,9	1.219,8	899,8	889,4	1.253,3
Formation brute de capital fixe	1.010,4	1.113,0	1.037,8	771,1	929,6	1.016,0	1.119,3	888,5	876,1	1.209,5
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	4,5	5,9	-4,7	-17,5	-9,5	-1,9	1,0	-2,6	-26,9	-8,0
Transferts en capital aux autres secteurs	75,4	8,8	-1,2	32,7	26,2	-4,3	63,0	-10,2	18,3	25,0
Transferts en capital aux autres administrations publiques	25,1	32,7	26,8	25,9	28,0	52,1	36,5	24,0	21,9	26,8
Total Dépenses	7.618,5	7.780,6	7.775,4	7.807,5	7.958,9	8.345,3	8.724,9	8.518,1	8.860,5	9.776,5
Epargne brute	520,8	409,6	455,6	671,5	729,0	740,5	755,8	644,2	509,5	805,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-124,7	-140,8	-223,7	255,3	142,3	-60,2	3,8	-5,3	101,1	207,6

4.3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES BRUXELLOISES

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 P
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	1.097,4	1.050,5	1.124,3	1.256,8	1.237,0	1.266,5	1.334,5	1.312,2	1.357,7	1.431,3
Impôts directs	261,4	233,3	242,3	294,1	289,5	307,2	312,0	328,4	283,0	333,7
Ménages	261,4	233,3	242,3	294,1	289,5	307,2	312,0	328,4	283,0	333,7
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	827,6	809,3	873,3	955,3	940,4	958,8	1.016,5	977,7	1.070,0	1.092,8
Cotisations sociales effectives	8,4	7,9	8,6	7,3	7,0	0,4	6,0	6,1	4,7	4,9
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	25,2	23,1	21,4	21,1	19,1	24,4	28,5	21,0	19,8	23,5
Intérêts reçus	6,1	2,7	2,5	2,7	2,3	2,7	3,1	5,8	1,7	3,2
Autres revenus de la propriété	168,3	149,3	139,2	120,3	110,6	116,3	113,2	163,6	158,0	172,8
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	25,4	12,9	18,5	22,1	22,8	28,3	27,3	29,7	37,1	34,1
Ventes courantes de biens et services produits	283,8	261,5	266,1	291,9	328,7	352,8	375,4	302,7	331,9	365,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	1.433,6	1.456,9	1.480,0	1.545,3	1.591,2	1.640,3	1.684,3	1.845,0	1.945,0	2.124,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	5,6	8,6	25,7	2,7	8,5	5,5	13,4	5,6	16,2	14,5
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	109,5	74,6	86,5	119,4	109,3	77,3	104,6	82,8	123,1	119,8
Total Recettes	3.155,1	3.040,1	3.164,2	3.382,2	3.429,5	3.514,3	3.684,3	3.768,4	3.990,6	4.288,9
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	2.707,5	2.748,3	2.753,8	2.931,3	2.990,3	3.134,3	3.233,3	3.389,7	3.644,5	3.905,3
Rémunérations des salariés	1.167,7	1.136,4	1.151,3	1.203,9	1.264,1	1.301,0	1.364,5	1.421,5	1.513,5	1.643,6
Consommation intermédiaire et impôts payés	226,6	212,7	214,6	213,9	218,4	241,9	254,3	276,3	293,3	312,3
Subventions	8,6	69,9	48,3	62,4	31,6	53,2	56,6	60,2	65,9	69,3
Prestations sociales	467,0	473,7	462,2	498,6	516,9	537,7	561,2	607,3	649,0	740,6
En espèces	309,5	320,6	344,6	386,8	420,8	439,9	465,0	505,9	538,0	588,7
En nature fournies par des producteurs marchands	157,5	153,1	117,6	111,8	96,0	97,8	96,2	101,4	110,9	151,8
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	48,4	50,8	51,9	29,2	35,7	55,6	62,6	54,5	53,3	51,8
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,5	0,1	0,5	0,2	0,2
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	789,2	804,8	825,3	923,3	923,5	944,3	934,1	969,3	1.069,4	1.087,6
Charges d'intérêts	70,6	64,7	62,1	58,1	48,5	50,2	46,2	44,6	41,5	42,5
Dépenses en capital	362,6	299,6	322,9	293,2	266,5	351,1	347,1	409,6	367,9	544,6
Formation brute de capital fixe	332,5	275,2	294,6	297,7	273,9	331,7	336,7	396,0	353,5	530,1
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-15,3	-9,4	-11,0	-29,3	-30,1	0,0	-31,4	-7,2	-15,4	-19,0
Transferts en capital aux autres secteurs	36,7	26,1	32,0	13,0	14,7	6,8	31,4	12,6	23,4	22,5
Transferts en capital aux autres administrations publiques	8,7	7,8	7,3	11,8	7,9	12,6	10,4	8,3	6,4	11,0
Total Dépenses	3.140,8	3.112,7	3.138,8	3.282,7	3.305,2	3.535,6	3.626,6	3.843,8	4.053,9	4.492,4
Epargne brute	261,8	143,9	236,1	270,7	273,0	246,9	286,8	245,7	165,2	206,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	14,3	-72,6	25,4	99,5	124,3	-21,4	57,7	-75,4	-63,3	-203,6

4.4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES GERMANOPHONES

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 P
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	34,8	36,6	36,9	37,1	40,3	42,4	43,5	42,8	43,7	48,0
Impôts directs	14,8	16,0	16,2	16,5	17,0	18,5	18,8	17,7	18,1	18,4
Ménages	14,8	16,0	16,2	16,5	17,0	18,5	18,8	17,7	18,1	18,4
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	19,9	20,5	20,6	20,5	23,2	23,8	24,6	25,0	25,5	29,5
Cotisations sociales effectives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5	0,4
Intérêts reçus	0,3	0,5	0,2	0,7	1,0	1,2	0,6	1,1	1,0	1,1
Autres revenus de la propriété	3,1	3,9	3,6	8,5	3,5	3,4	3,0	3,0	2,8	2,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	0,9	0,9	1,2	1,1	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	1,1
Ventes courantes de biens et services produits	22,6	25,7	26,5	25,4	26,3	25,9	22,4	20,5	23,9	26,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	25,8	26,5	47,8	48,4	51,9	53,8	55,6	60,7	63,3	66,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,3	0,2	0,5	0,2	0,1	0,6	0,0	1,9	0,1
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	3,7	23,9	10,8	10,7	9,8	12,5	1,9	-1,0	6,4	7,3
Total Recettes	91,7	118,8	127,7	132,9	134,4	140,6	129,1	128,6	144,5	153,6
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	75,0	76,9	97,6	101,2	109,1	110,5	114,1	114,2	116,2	129,5
Rémunérations des salariés	35,5	35,5	42,9	44,5	45,5	48,1	48,8	48,5	50,3	56,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	20,6	20,4	21,9	23,8	22,9	24,4	25,0	23,1	24,9	30,5
Subventions	3,7	1,8	2,1	1,9	8,5	5,0	6,6	8,8	4,9	3,5
Prestations sociales	0,6	0,6	9,9	11,1	11,5	11,7	12,1	12,1	12,0	15,2
En espèces	0,6	0,6	7,4	8,6	9,2	9,3	9,4	9,9	9,8	11,7
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,1	2,1	3,5
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	6,0	5,1	4,9	4,9	4,9	4,9	5,2	5,2	6,6	5,4
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	8,7	13,6	15,9	15,0	15,7	16,4	16,3	16,6	17,4	18,8
Charges d'intérêts	2,2	3,4	1,9	2,0	1,9	1,8	1,7	1,5	1,4	1,5
Dépenses en capital	20,0	22,4	25,7	19,9	23,8	28,6	34,8	15,1	17,5	17,4
Formation brute de capital fixe	19,5	22,4	28,0	18,1	22,5	30,1	34,7	16,0	15,9	17,9
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-0,8	-0,8	-1,2	-0,5	-0,6	-1,0	-1,5	-1,3	-0,3	-1,5
Transferts en capital aux autres secteurs	0,4	0,5	-1,9	1,4	0,4	-1,9	1,3	0,4	1,5	0,7
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,9	0,2	0,7	0,9	1,5	1,4	0,3	0,1	0,4	0,3
Total Dépenses	97,3	102,6	125,2	123,1	134,8	140,9	150,5	130,8	135,1	148,4
Epargne brute	10,6	14,3	17,2	18,6	13,4	15,7	10,9	13,8	18,6	15,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-5,6	16,1	2,5	9,9	-0,4	-0,3	-21,4	-2,2	9,4	5,2

4.5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES NON-RÉPARTIES

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 P
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	42,5	42,2	43,2	59,0	51,0	-14,5	7,9	9,4	-27,8	7,7
Impôts directs	49,7	34,9	35,5	57,8	30,0	-15,9	6,4	8,0	6,4	7,0
Ménages	49,7	34,9	35,5	57,8	30,0	-15,9	6,4	8,0	6,4	7,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	-14,1	-0,1	-0,1	-0,3	19,5	-0,1	0,0	0,0	-35,1	0,0
Cotisations sociales effectives	6,9	7,3	7,7	1,5	1,5	1,5	1,6	1,4	1,0	0,7
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1.298,8	1.306,0	1.277,7	1.306,1	1.345,1	1.360,3	1.390,4	1.411,9	1.441,1	1.568,8
Intérêts reçus	-48,7	-34,0	-32,0	-26,0	-22,5	-24,1	-25,8	-19,6	-11,9	65,1
Autres revenus de la propriété	6,3	6,5	6,4	6,0	5,5	6,1	5,7	4,4	5,5	5,9
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	669,5	671,8	591,0	570,5	584,1	577,4	594,8	605,4	601,5	405,3
Ventes courantes de biens et services produits	31,5	29,3	56,8	83,4	94,4	97,2	98,5	98,9	104,0	113,0
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	163,9	166,3	205,5	201,5	152,4	154,6	156,7	158,8	158,8	178,9
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	3.337,3	3.113,1	3.201,5	3.245,0	3.716,1	3.822,7	4.012,5	5.203,6	5.231,7	5.796,3
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,1	0,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	52,6	-30,5	134,6	-21,1	10,2	105,2	-201,4	75,8	-9,9	-161,3
Total Recettes	5.553,7	5.270,8	5.485,2	5.424,9	5.937,0	6.085,5	6.039,9	7.549,2	7.493,6	7.980,3
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	6.013,9	6.020,9	5.694,7	5.845,2	6.144,1	6.433,2	6.606,9	7.703,0	7.831,7	8.200,0
Rémunérations des salariés	7.009,3	7.071,6	7.325,4	7.539,0	7.751,5	8.120,6	8.299,8	8.549,8	8.738,6	9.264,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	966,2	1.038,0	1.051,7	1.138,1	1.122,6	1.140,2	1.154,8	1.232,2	1.278,5	1.228,8
Subventions	-41,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales	1.305,5	1.312,8	1.284,5	1.304,9	1.345,9	1.361,8	1.392,1	1.414,8	1.442,5	1.571,6
En espèces	1.305,5	1.312,8	1.284,5	1.304,9	1.345,9	1.361,8	1.392,1	1.414,8	1.442,5	1.571,6
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	60,3	3,0	3,3	3,2	3,3	2,7	2,5	1,2	1,7	-0,2
Transferts courants aux entreprises	47,1	43,2	47,7	47,1	44,5	45,7	46,2	44,8	45,7	48,9
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	-3.333,1	-3.447,8	-4.017,8	-4.187,1	-4.123,7	-4.237,7	-4.288,4	-3.539,7	-3.675,4	-3.913,2
Charges d'intérêts	-377,7	-409,7	-412,0	-448,1	-408,9	-394,8	-376,9	-384,7	-393,4	-208,6
Dépenses en capital	-73,3	-6,0	31,5	115,0	84,1	153,3	47,6	12,1	29,5	29,3
Formation brute de capital fixe	85,8	88,2	118,1	163,3	263,4	241,5	191,2	172,2	178,7	197,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	27,7	32,1	40,7	12,5	-13,9	15,4	10,7	4,0	6,2	2,3
Transferts en capital aux autres secteurs	17,5	37,2	41,8	41,0	38,9	43,7	16,5	16,4	17,6	19,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	-204,3	-163,6	-169,1	-101,7	-204,2	-147,3	-170,9	-180,6	-173,0	-190,0
Total Dépenses	5.562,9	5.605,2	5.314,2	5.512,1	5.819,3	6.191,8	6.277,6	7.330,5	7.467,8	8.020,7
Epargne brute	-135,2	-310,0	67,2	48,3	190,9	-58,7	10,7	154,4	64,6	149,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-9,2	-334,3	170,9	-87,2	117,6	-106,3	-237,6	218,7	25,8	-40,4

5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^p
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	56.993,4	57.734,4	59.375,9	60.898,9	62.675,5	64.252,5	66.770,7	65.803,7	69.530,4	75.711,5
Impôts directs	1.425,1	1.424,8	1.423,6	1.520,2	1.501,4	1.549,8	1.572,1	1.520,2	1.648,2	1.689,5
Ménages	1.116,5	1.116,0	1.106,1	1.197,7	1.208,7	1.252,6	1.267,0	1.222,9	1.327,0	1.346,9
Sociétés	308,6	308,8	317,5	322,5	292,7	297,2	305,1	297,3	321,2	342,6
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.534,4	1.519,6	1.583,3	1.643,1	1.736,3	1.925,7	2.339,2	2.345,0	2.638,8	2.931,7
Cotisations sociales effectives	54.033,9	54.790,0	56.369,0	57.735,6	59.437,8	60.777,0	62.859,4	61.938,5	65.243,4	71.090,3
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	7,1	7,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts reçus	436,4	406,9	412,7	403,5	359,9	325,7	316,7	262,2	249,4	272,5
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	141,3	150,0	156,2	215,9	140,6	141,4	137,5	117,6	149,2	160,1
Ventes courantes de biens et services produits	290,4	307,1	303,6	327,4	354,0	377,6	407,9	473,5	472,1	507,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	15.431,0	15.937,0	9.339,7	9.877,5	13.682,1	14.845,4	15.847,1	16.876,3	20.004,1	19.514,7
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	13.526,8	14.449,0	8.384,0	19.136,9	17.447,4	16.780,4	17.888,6	30.986,1	25.501,9	22.207,7
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	36,0	32,6	39,3	28,9	37,6	40,1	4,9	40,1	38,0	194,4
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36,5
Total Recettes	86.862,4	89.024,1	78.011,4	90.889,0	94.697,1	96.763,1	101.373,4	114.559,5	115.945,1	118.604,7
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	85.753,8	87.541,2	75.910,5	90.955,1	93.701,0	96.863,2	100.196,0	112.775,8	114.321,7	118.607,8
Rémunérations des salariés	1.600,4	1.677,4	1.608,1	1.634,8	1.658,7	1.670,7	1.587,0	1.617,9	1.689,7	1.808,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.001,5	1.015,6	964,5	970,0	992,9	1.056,4	1.025,7	1.113,6	1.107,2	1.090,8
Subventions	5.267,1	5.412,2	1.608,1	1.763,2	1.949,2	2.045,4	2.197,3	4.744,0	4.129,6	3.620,1
Prestations sociales	77.118,3	78.572,7	70.985,8	76.631,1	78.704,3	81.390,7	84.270,1	93.731,1	95.557,8	99.422,1
En espèces	50.386,5	51.133,9	46.138,2	51.223,0	52.550,2	54.197,9	55.772,5	66.032,4	64.334,1	66.671,6
En nature fournies par des producteurs marchands	26.731,8	27.438,8	24.847,6	25.408,1	26.154,1	27.192,8	28.497,6	27.698,7	31.223,7	32.750,5
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	469,2	528,0	436,5	508,8	530,9	571,1	642,8	808,3	787,6	705,8
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	164,4	53,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	26,1	22,5	24,8	30,9	25,8	22,0	24,6	10,7	16,9	12,7
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	271,2	312,8	282,7	9.416,3	9.839,2	10.106,9	10.448,5	10.585,8	10.979,9	11.948,1
Charges d'intérêts	160,5	180,9	235,0	22,7	11,3	-40,3	-36,9	-66,1	10,6	11,1
Dépenses en capital	1.310,5	1.455,3	1.077,5	190,2	179,6	193,9	166,7	470,4	156,5	175,8
Formation brute de capital fixe	63,9	81,7	62,6	69,9	87,9	84,1	83,1	154,3	83,0	88,9
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	1.246,6	1.373,6	1.014,9	120,3	91,7	109,8	83,6	316,1	73,5	86,9
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Dépenses	87.224,8	89.177,4	77.223,0	91.168,0	93.891,9	97.016,8	100.325,8	113.180,1	114.488,8	118.794,7
Epargne brute	1.106,5	1.419,4	1.967,4	26,0	1.048,2	-25,2	1.296,0	1.906,4	1.647,9	-144,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-362,4	-153,3	788,4	-279,0	805,2	-253,7	1.047,6	1.379,4	1.456,3	-190,0

6 DÉTAIL DU SOLDE DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^P
Soldes SEC2010										
Communauté flamande	-693,7	-717,9	-3.376,8	-42,8	1.417,0	-697,2	367,7	-5.403,5	-3.114,6	-2.326,0
Communauté française	-170,6	-214,2	-275,6	-65,8	-207,7	-207,5	-350,7	-1.519,3	-833,7	-791,0
Région wallonne	-316,4	-706,8	-1.860,6	102,4	-254,6	-695,1	-485,7	-1.838,1	-3.306,1	-1.162,8
Région de Bruxelles-Capitale	186,5	205,0	-324,6	152,1	-186,6	-394,1	-706,9	-1.200,1	-1.496,7	-1.214,8
Communauté germanophone	-81,3	-39,2	-131,9	-26,9	-33,3	-3,4	-19,2	-51,7	-45,5	-81,1
Commission communautaire française	4,7	12,3	7,3	24,8	15,4	5,8	-7,4	-6,3	-7,7	-2,7
Commission communautaire flamande	-1,2	-23,8	10,0	2,1	-2,3	-51,6	-18,4	-40,4	5,4	-22,9
Commission communautaire commune	-3,6	-13,4	-15,8	10,9	23,3	-90,4	1,5	-8,8	114,1	-22,4
Unités interrégionales	15,7	-13,7	-37,3	13,9	52,1	115,5	79,9	-31,1	118,3	701,7
Ajustement statistique	0,3	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,5
Total	-1.059,6	-1.511,7	-6.005,2	170,6	823,4	-2.018,1	-1.139,2	-10.099,4	-8.566,6	-4.922,7
Soldes incorporant les avances en matière de centimes additionnels régionaux										
Communauté flamande	n.	n.	-548,6	88,2	806,7	-704,7	104,6	-5.999,4	-2.789,1	-2.575,6
Région wallonne	n.	n.	-547,3	-209,6	-195,3	-757,3	-516,5	-2.171,2	-2.870,0	-1.479,3
Région de Bruxelles-Capitale	n.	n.	125,8	33,3	-129,8	-441,0	-702,7	-1.296,7	-1.398,4	-1.297,8
Total des communautés et régions	n.	n.	-1.413,1	-129,2	329,0	-2.134,7	-1.428,8	-11.124,9	-7.706,4	-5.571,3
p.m. Pouvoir fédéral	n.	n.	-9.921,7	-10.680,9	-5.120,8	-924,0	-8.992,6	-31.657,1	-21.170,2	-13.515,8

Publications de l'ICN - Personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<https://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive NBB.Stat. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît vers la mi-octobre. Elle consiste en tableaux détaillés sur la composition et la répartition du produit intérieur, le compte de production et d'exploitation, les principales catégories de dépenses, les comptes des secteurs, le stock de capital et le marché du travail.

2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats. Ils paraissent quatre fois par an, 90 à 110 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours. Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 60 jours après la fin du trimestre.

3. Comptes des secteurs institutionnels

Les comptes annuels des secteurs institutionnels sont repris dans la publication des comptes nationaux détaillés (voir point 1). Ils sont donc diffusés vers la mi-octobre dans la base de données NBB.Stat de la Banque nationale de Belgique.

La séquence complète et détaillée des comptes non financiers des secteurs est publiée. Les secteurs institutionnels sont les suivants : les sociétés non financières, les sociétés financières (et sous-secteurs), les administrations publiques, les ménages, les ISBLSM, ainsi que le reste du monde.

Les comptes trimestriels des secteurs institutionnels sont diffusés quatre fois par an, environ 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces comptes trimestriels sont cohérents avec leur équivalent annuel (voir ci-dessus) mais sont moins détaillés. L'accent y est mis sur les agrégats les plus pertinents, notamment au travers d'indicateurs clefs et de leurs composantes. Ces comptes reprennent également les comptes trimestriels des administrations publiques.

4. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont repris dans la publication relative aux comptes des secteurs institutionnels (voir point 3).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, à la mi-octobre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

5. Tableaux ressources-emplois

A la fin de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

6. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

A la fin de chaque année, les comptes régionaux sont publiés. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionale, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées, au nombre d'heures travaillées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres

régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété), du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible) et du compte de redistribution du revenu en nature (montants bruts et nets jusqu'au taux d'épargne). Outre les dépenses de consommation des ménages, les dépenses de consommation des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages sont régionalisées.

7. Personnes de contact

PIB trimestriel et "flash"	quarterly.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
Comptes annuels			
- branches d'activité	production.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
- dépenses	expenditure.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
Comptes des secteurs	sectors.na@nbb.be	Odile Biernaux	+32 2 221 30 44
Comptes des administrations publiques	governmentfinance.na@nbb.be	Kris Van Cauter	+32 2 221 55 72
Comptes régionaux	regional.na@nbb.be	Rutger Kemels	+32 2 221 35 84
Marché du travail	labour.na@nbb.be	Bernadette Boudry	+32 2 221 47 54
Stock de capital	expenditure.na@nbb.be	Cédric Luppens	+32 2 221 42 88
Tableaux emplois-ressources (SUT)	sut.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
Compte satellite des ISBL	sectors.na@nbb.be	Hélène Volon	+32 2 221 55 70
Diffusion des séries	nationalaccounts.na@nbb.be	Kristof Segers	+32 2 221 38 70
Supervision et coordination	coordination.na@nbb.be	Isabelle Brumagne	+32 2 221 28 77

Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le [calendrier de publication](#) des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.

Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
p.m.	pour mémoire
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Liste des abréviations

ASBL	Association sans but lucratif
BNB	Banque nationale de Belgique
ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
NACE-Bel	Nomenclature statistique des activités économiques dans les communautés européennes - Version belge
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SEC	Système européen des comptes nationaux et régionaux
SNA	System of National Accounts
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "[e-service](#)", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication.

Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux de la Banque nationale de Belgique.

nationalaccounts.na@nbb.be

Editeur responsable

Roeland Beerten

Chef du département Statistique générale

Banque nationale de Belgique

Société anonyme

RPM Bruxelles - Numéro d'entreprise: 0203.201.340

Siège social: boulevard de Berlaimont 14 - BE-1000 Bruxelles

www.nbb.be

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale

Couverture: BNB AG - Prepress & Image

Publié en octobre 2023